

PORTANT REGLEMENTATION DU
STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION

DÉPLACEMENT DE RÉSEAU BASSE
TENSION

RUE DE ROMAINVILLE

LR / VD
CR

Le Maire de la commune de Pessac

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2122-28 et R 610-5 du Code pénal ;

Vu le Code de la voirie routière, et notamment l'article L. 113-1 et les suivants ;

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 413-1, R. 417-10 et R. 417-12 ;

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription ;

Vu l'avis de Monsieur le Président de Bordeaux Métropole ;

Vu l'avis de Monsieur le Commissaire de Police ;

Vu l'arrêté n°2020-155 du 20 juillet 2020 portant délégation de signature pour les arrêtés réglementant la circulation et le stationnement sur la voie publique ;

Vu l'arrêté AR2023_0005AEP relatif à l'extinction en coeur de nuit de l'éclairage public ;

Vu la demande reçue en Mairie le 13/03/2024, formulée par ENEDIS, Allée Carthon Ferriere 33170 GRADIGNAN, en vue de réaliser des travaux de déplacement de réseau basse tension, Rue de Romainville à Pessac, à compter du 22/04/2024 ;

Considérant qu'il y a lieu pour des raisons de sécurité publique de compléter les dispositions prises conformément au Code de la Route sur certaines voies ouvertes à la circulation publique ;

ARRETE

Article 1 :

L'entreprise BOUYGUES E&S AQUITAINE et ses sous-traitants sont autorisés à entreprendre les travaux suivants : Déplacement de réseau basse tension, Rue de Romainville, de la Place de la Résistance jusqu'à Allée de Tartifume à Pessac, du 22/04/2024 au 17/05/2024.

Article 2 :

À compter du 22/04/2024 et jusqu'au 17/05/2024, les prescriptions suivantes s'appliquent Rue de Romainville, de la Place de la Résistance jusqu'à Allée de Tartifume.

La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 30 km/h.

Le stationnement des véhicules est interdit, au droit des travaux.

Tout stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera considéré comme abusif et gênant au sens des articles R. 417-10 et R. 417-12 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate.

La circulation est alternée par feux, B15+C18 et K10.

Article 3 :

En raison de l'extinction de l'éclairage public, de minuit à 6h00, une attention particulière sera apportée à la signalisation temporaire de chantier, de manière à ce que le chantier soit parfaitement visible durant la période de coupure de l'éclairage.

Article 4 :

Toute ouverture de fouilles ou de tranchées devra être comblée ou protégée, en dehors des heures de chantier.

Article 5 :

Pendant toute la durée des travaux, le cheminement des piétons et des personnes à mobilité réduite sera à préserver et à indiquer en permanence sous la responsabilité du demandeur.

Article 6 :

Pendant toute la durée des travaux, l'accès aux propriétés riveraines et aux services d'urgences sera maintenu en permanence.

Article 7 :

Pour tout travaux situés à moins de 10 mètres d'un espace vert, d'un arbre isolé ou en alignement, l'entreprise devra impérativement prendre contact avec le service des espaces verts de la ville.

Article 8 :

La signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux, conformément à l'article 2 de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière.

Article 9 :

Le nettoyage et balayage des voiries, trottoirs et caniveaux seront réalisés par le pétitionnaire à ses frais.

Article 10 :

La remise en état des voiries, trottoirs et caniveaux sera réalisée par le pétitionnaire, à ses frais.

Article 11 :

Le présent arrêté est affiché sur place 72 heures avant le début des travaux par le pétitionnaire, qui procède par ailleurs à la mise en place, à l'entretien et au retrait de la signalisation réglementaire. Le pétitionnaire est tenu responsable de tout accident pouvant survenir à l'occasion ou du fait des travaux.

Article 12 :

M. le Directeur de l'entreprise BOUYGUES E&S AQUITAINE, M. le Président de Bordeaux Métropole, M. le Commandant de Police de Pessac, M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Pessac, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 13 :

L'ampliation du présent arrêté sera adressée :

- M. le Directeur de l'entreprise BOUYGUES E&S AQUITAINE
- Bordeaux Métropole – Pôle Territorial Sud
- M. le Directeur de Kéolis
- Service Police Municipale
- M. le Commandant de Police

Fait et arrêté à Pessac, le 18 mars 2024

2ème adjoint au Maire, délégué à la Proximité, aux Mobilités, à la Sécurité et aux Espaces Publics



Stéphane MARI